



zef

Center for
Development Research
University of Bonn



ZEF

Policy Brief No. 22

Economie de la dégradation de terres et
avancées au Niger

Bokar Moussa, Ephraim Nkonya, Stefan Meyer, Edward Kato,
Timothy Johnson & James Hawkins



RÉSULTATS SAILLANTS

1. L'indice de développement humain du Niger (IDH)¹ s'est amélioré de près de 88 % en passant de 0.18 en 1980 à 0.33 en 2013. Le même indice a connu une augmentation de seulement 37 % pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. Les principaux facteurs ayant conduit à un tel développement au Niger étaient des politiques favorables aux pauvres dans le cadre de la gestion des ressources naturelles mais aussi des changements institutionnels qui ont incités les propriétaires terriens à adopter des pratiques durables de gestion de la terre.
2. Malgré ce développement remarquable, le Niger a subi une sévère dégradation de terres durant la période 2001-2009. Près de six million d'hectares soit 19 % de la superficie du pays (désert exclu) a connu une dégradation dû à l'exploitation de terres et aux changements de couvertures végétales dans lesquels des Formations végétales de faible valeur remplacent des Formations végétales de haute valeur (LUCC). Le coût de la dégradation de terres dû à ces deux phénomènes était de 0.75 milliards de dollars ce qui représente 11 % du PIB Nigérien de 2007 qui est de 6,8 milliards de dollars.
3. Les aires de pâturages ont aussi connu une dégradation sévère à cause du surpâturage et de la faible gestion du pâturage. Seuls, 4 % des paysans ont utilisé une gestion améliorée du pâturage. La dégradation des aires de pâturage touche presque tous les ménages dans la mesure où 97 % de ces ménages pratiquent l'élevage. Le coût de la dégradation des aires de pâturages a été estimé à près de 843,3 millions de dollars soit 12 % du PIB du pays. Ce coût est en réalité plus élevé compte tenu du fait que l'élevage fournit la fumure organique et la traction animale, il constitue une source d'épargne et remplit d'autres fonctions socio-culturelles.
4. La dégradation des terres de cultures est aussi assez élevée. Les rendements du mil (44 % du total des terres de cultures) représentent seulement 50 % du rendement potentiel. Il existe une relation inverse entre le taux d'adoption et la profitabilité des pratiques de gestion de la fertilité des sols. Cette tendance inattendue est liée au faible accès au marché, au service de l'agriculture et autres services ruraux. Le coût annuel de l'exploitation (coût direct) et hors exploitation (coût indirect) de la dégradation des terres de cultures s'élève à près de 426,5 millions de dollars soit 4 % du PIB Nigérien.
5. Le coût total de la dégradation de terres dû au LUCC et à l'utilisation de mauvaises pratiques de gestion sur les aires de pâturages et les terres de cultures a été estimée à près de 2 milliards de dollars soit près 30 % du PIB Nigérien. Ceci dénote un coût élevé de l'inaction contre la dégradation de terres.

¹ L'indice de développement humain est un indice qui classe l'ensemble des pays selon trois critères : 1) le niveau de vie : mesuré par le PIB par habitant, 2) la santé : mesurée par l'espérance de vie à la naissance, et 3) l'éducation : mesurée par le taux d'alphabétisation des adultes et le taux brut de scolarisation. L'indice classe les pays sur une échelle allant de 0 à 1 (0 étant le plus bas et 1 le plus élevé).



6. La mise en œuvre d'action contre la dégradation de terres se justifie fortement dans la mesure où chaque dollar investi dans la restauration de terres génère six autres dollars US. Le Niger a franchi des étapes importantes en définissant des politiques meilleures après celles qui ont favorisé la sévère dégradation de terres. Le succès enregistré dans la restauration des terres et l'impact positif que cela a eu sur le développement humain est la preuve que les terres sévèrement dégradés ne doivent pas être abandonnées mais au contraire elles doivent inciter à la mise en œuvre des mesures de lutte contre la dégradation.
7. Le cas de la réussite du Niger est la preuve que même les pays pauvres peuvent mettre en œuvre avec succès des politiques de restauration des terres dégradés.

Introduction

Les politiques de gestion de ressources naturelles au Niger durant la période coloniale et post-coloniale n'ont pas incité les propriétaires fonciers à planter et protéger leurs arbres. Ceci a eu pour conséquence un abattage abusif des arbres ayant conduit à une sévère rareté des produits forestiers. La recherche des bois de chauffage, activité exclusive des femmes, est devenue une tâche quotidienne et de pleine journée surtout après la longue période de sécheresse. Le Niger tirant les leçons de ces mauvaises politiques à initier et mis en œuvre des politiques et institutions plus incitatives à des pratiques d'une gestion durable de la terre. Suite à cela, une restauration significative de la terre a eu lieu. La majorité de la population nigérienne étant dépendante de ressources naturelles, cette restauration des terres a conduit à une amélioration de leur bien-être.

L'espoir est en train de renaître au Niger

Les changements de politiques intervenues durant la période 1990s-2005 dans le domaine des ressources naturelles ont conduit à une amélioration significative de l'efficacité de l'action du gouvernement Nigérien (indice GE) (mesure la qualité du service publique en termes de sa conception et de sa mise en œuvre, Indépendance par rapport aux pressions politiques, crédibilité en termes de leur mise en œuvre effective) (Kaufmann et al 2010). Alors que l'indice GE du Niger a augmenté de 43 % en changeant de -1,24 en 1996 à -0,70 en 2012, le même indice s'est détérioré pour l'Afrique sub-saharienne et l'Afrique de l'Ouest durant la même période. L'indice de développement humain (IDH) au Niger a augmenté de 88 % en changeant de 0,18 en 1980 à 0,33 en 2013. Pour l'Afrique sub-saharienne pour la même période seule une augmentation de



37 % a été enregistrée. La proportion de la population en état de malnutrition a connu une chute de près de 60 % entre la période 1990-92 et 2012-14. Le même changement observé est de 43 % en Afrique de l'Ouest et 25 % en Afrique sub-saharienne. Même s'il peut ne pas exister de relation directe entre l'amélioration des indicateurs de développement et les changements de politiques gouvernementales et institutionnelles, la forte corrélation ainsi observée est une indication de l'existence d'une relation causale.

Ampleur et coût de la dégradation de terres

Malgré les succès remarquables, le Niger fait face à des défis majeurs concernant la dégradation de terres (défini comme étant la perte à long terme des services de l'écosystème). Les changements liés à l'exploitation des terres et à leurs couvertures végétales (LUCC) dans lesquels les formations végétales de faible valeur remplacent celles de haute valeur, constituent l'aspect le plus important de la dégradation de terres au Niger. Durant la période 2001-09, 6,12 million d'ha soit 19 % de la superficie du Niger (Désert exclut) a connu ce type de changement (LUCC). L'expansion des terres de cultures a constitué près de 57 % de la déforestation suivi par celle d'aires de pâturages. Cependant, 90 % des aires de cultures ont été reconverti en aires de pâturages. Une des principales raisons est la faible productivité de l'élevage faisant de la production de l'élevage moins compétitive que celle des cultures. Le coût de la dégradation des terres dû au LUCC a été estimé à près de 0,75 milliards de dollars US ce qui représente 11 % du PIB de 2007.

Dégradation des aires de pâturages

Seuls 3,6 % des ménages nigériens utilisent des pratiques améliorées de gestion du pâturage. Le rendement en lait par vache sur une aire ordinaire de pâturage est 25 % plus faible que celui des vaches qui pâturent sur des aires ayant connu une gestion améliorée du pâturage. The coût d'exploitation et hors exploitation de la dégradation des pâturages a été estimé à près de 843,33 millions de dollars US soit 12 % du PIB du pays. Ce coût est sous-estimé dans la mesure où l'élevage procure d'autres services de l'écosystème qui ne sont pas pris en compte.

Degradation des aires de cultures

L'Analyse du taux d'adoption et de la rentabilité des pratiques de gestion de fertilité des sols indique qu'il y a une relation inverse. Sur la base des résultats du mil, maïs et riz (45 % des superficies agricoles) le coût sur exploitation et hors-exploitation (perte de la séquestration du carbone) de la dégradation de terres de cultures est de 427 million de USD soit 4 % du PIB Nigérien.

Mise en œuvre d'action contre la dégradation des terres

Malgré le fait que chaque dollar investi dans la restauration de terres dégradées génère à son tour six dollars, au Niger le gouvernement et les propriétaires fonciers n'investissent pas assez. Le gouvernement Nigérien dépense seulement 12,7 % de son budget dans l'agriculture (Benin et al 2012). Bien que cela dépasse l'objectif de 10 % fixé lors de la déclaration de Maputo (AU, 2003), plus d'investissement est nécessaire en vue d'améliorer la productivité et de



faire face aux autres facteurs limitant la productivité. Dans la mesure où l'investissement privé dans la terre est faible, nous avons essayé d'identifier les facteurs qui entravent l'adoption des pratiques profitables de gestion de la terre.

Facteurs Favorables à la gestion durable de la terre et pratiques de réduction de risque

Les principaux facteurs qui favorisent l'adoption des pratiques d'une gestion durable de la terre sont : l'accès au marché, la main d'œuvre familiale (amélioration de l'adoption des intrants organiques), la détention d'animaux (augmenter l'adoption des pratiques de gestion de la fertilité de sols car les animaux produisent la fumure et fournissent la force de la traction pour le transport). Les parcelles les plus proches ont tendance à recevoir aussi bien la fumure organique que minérale. La rotation culturale, les cordons pierreux et les demi-lunes sont des pratiques de réduction de risques. Les activités non-agricoles augmentent la propension d'utilisation des intrants du marché. Ceci montre la relation synergique entre activités de l'exploitation et activités hors-exploitation. Le nombre des membres de l'exploitation de sexe féminin, la gestion coutumière de la terre, et la proximité de parcelles réduisent aussi le risque de production. En plus, les résultats soulignent l'importance des activités hors exploitation et le rôle que les femmes jouent dans l'amélioration de la résilience des ménages contre les shocks.

Conclusions

Le Niger a montré avec succès que les politiques et institutions peuvent de façon effective inciter les pauvres à investir dans les pratiques de gestion durable de terres et de restaurer des terres sévèrement dégradées. L'amélioration de l'accès aux services ruraux et la promotion des activités hors-exploitation peuvent favoriser un impact plus rapide et plus grand de l'adoption des pratiques de gestion durable et aussi augmenter la résilience contre les shocks de production agricole au Niger. Pendant que le Niger poursuit l'amélioration de la gestion durable de ses ressources, il fait face à des défis de taille en vue d'atténuer le coût élevé de la dégradation de terres. Aussi bien les communautés nationales qu'internationales peuvent tirer les leçons des acquis du Niger et aider les utilisateurs de la terre à gérer de façon durable leur ressources naturelles.

References

- Benin, S., & Yu, B. (2012). Complying with the Maputo Declaration Target: Trends in public agricultural expenditures and implications for pursuit of optimal allocation of public agricultural spending. *ReSAKSS Annual Trends and Outlook Report*.
- Lobell, David B.; Cassman, Kenneth G.; and Field, Christopher B. 2009. "Crop Yield Gaps: Their Importance, Magnitudes, and Causes". *NCESR Publications and Research*. Paper 3.
- Kaufmann D., A. Kraay, and M. Mastruzzi (2010). The Worldwide Governance Indicators: Methodology and Analytical Issues. World Bank Policy Research Working Paper No. 5430.

IMPRESSION

Editeur :

Zentrum für Entwicklungsforschung (ZEF)

Center for Development Research

Walter-Flex-Strasse 3, 53113 Bonn

Allemagne

Téléphone : +49-228-73-1846

e-mail : presse.zef@uni-bonn.de

www.zef.de

Contact: Ephraim Nkonya, IFPRI, e.nkonya@cgiar.org

Rédacteur en chef : Alma van der Veen

Mise en page : Sebastian Eckert